



— TERRE D'AVENIRS —

Conseil territorial de santé 8 mars 2018

Projet de
Schéma départemental de l'autonomie
2018-2022



— TERRE D'AVENIRS —

Schéma départemental de l'autonomie 2018-2022

I. Le bilan des précédents schémas

II. L'Essonne : chiffre clés et grands enjeux

III. Les orientations du nouveau schéma de l'autonomie

- Dessiner un cap départemental dans un cadre national resserré et un tissu partenarial complexe
- Les démarches déjà engagées
- Les orientations du nouveau schéma

IV. Concertation et communication du nouveau schéma

I. Le bilan des précédents schémas

I. Le bilan des précédents schémas

Les réalisations

Un accès des usagers aux dispositifs renforcé

Un dispositif PAM qui satisfait ses utilisateurs
Mise en place d'évènements comme «Main dans la Main»
Construction du site «Bien vieillir en Essonne» + déploiement d'un annuaire de l'offre (UGO PA)

Le développement d'une offre à coûts maîtrisés

La création du SEGA
La développement de l'habilitation partielle à l'aide sociale
Le soutien à la téléassistance

De nouveaux services d'appui

La mise en place d'une cellule de recueil des informations préoccupantes PA/PH
Le déploiement de l'Equipe mobile EMA 91



I. Le bilan des précédents schémas

Des réalisations parfois partielles

Des actions très nombreuses rendant le pilotage complexe

De nombreuses actions dépassant le périmètre de compétences du Département

Des dispositifs insuffisamment dotés : MAIA et CLIC Nord est

Une mobilisation faible sur le champ de l'intergénérationnel

Un comité de veille, d'information et d'expertise sur les innovations technologiques non mis en place

Peu d'avancées sur le logement adapté

Des dispositifs territoriaux complexes à mettre en œuvre : les Contrats locaux

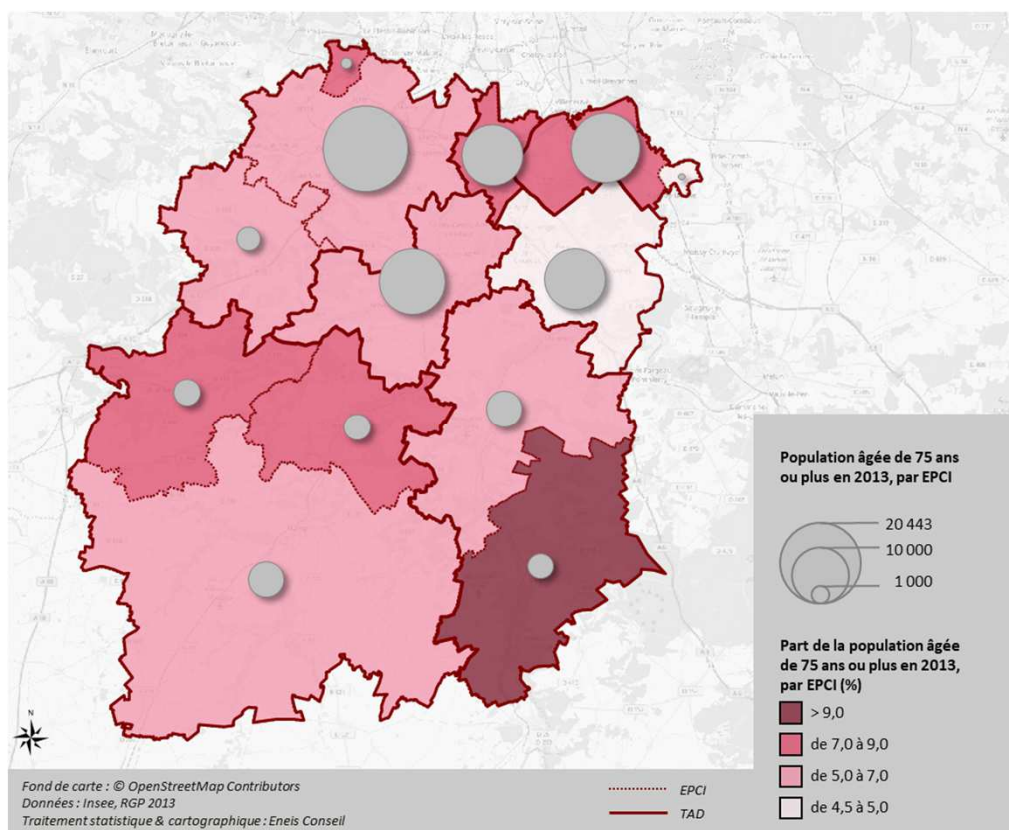
Identification et coordination des initiatives sportives et culturelles peu opérationnelle

Des actions parfois inabouties pour favoriser l'insertion professionnelle en ESAT

II. L'Essonne – chiffres clés et grands enjeux

II. L'Essonne – chiffres clés et grands enjeux

Les personnes âgées



La part de la population âgée de 75 ans est d'environ 7% en Essonne – plus de 80 000 personnes.

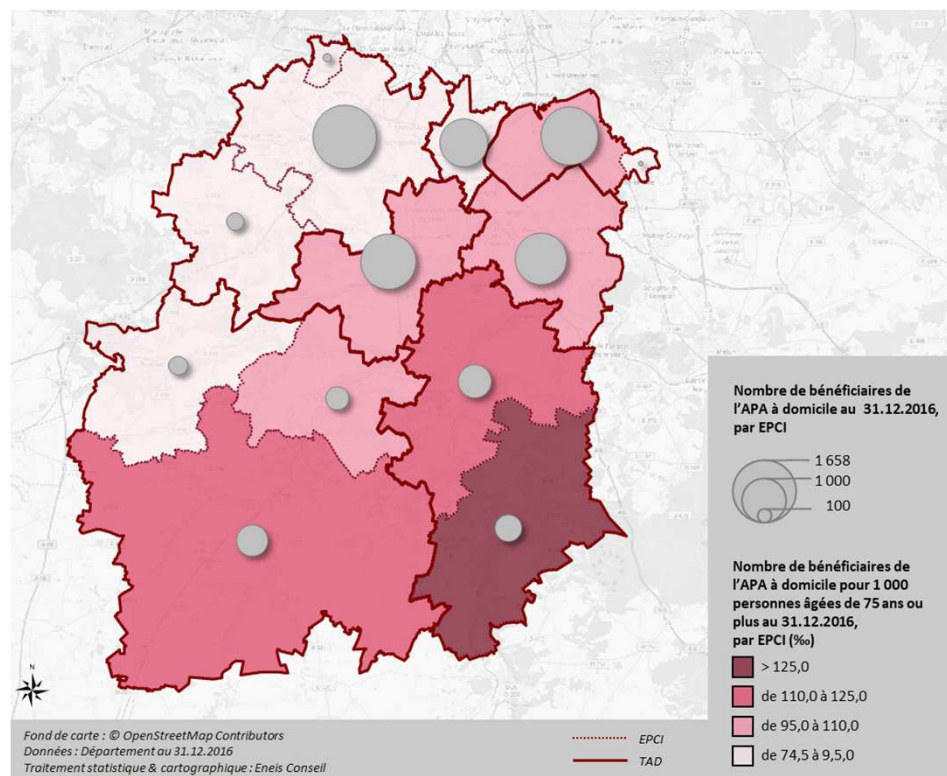
Un taux similaire à celui des autres départements de la région mais moins important que la moyenne nationale.

Le sud-est du département connaît un vieillissement plus important.

Une phase de vieillissement accéléré sur les prochaines années

II. L'Essonne – chiffres clés et grands enjeux

Les personnes âgées - domicile



Les bénéficiaires de l'APA à domicile sont nettement plus nombreux au nord et au nord-est du département mais représentent une part plus importante de la population âgée au Sud Est

En Essonne, 29% des bénéficiaires de l'APA-D participent financièrement à hauteur de moins de 50% à leur plan d'aide.

La précarité se concentre au nord est

- Le nombre de bénéficiaires de l'APA-domicile et de l'APA ETAB est en croissance continue
- APA DOM : + 13% entre 2013 et 2017
- APA ETAB : + 18% entre 2013 et 2017



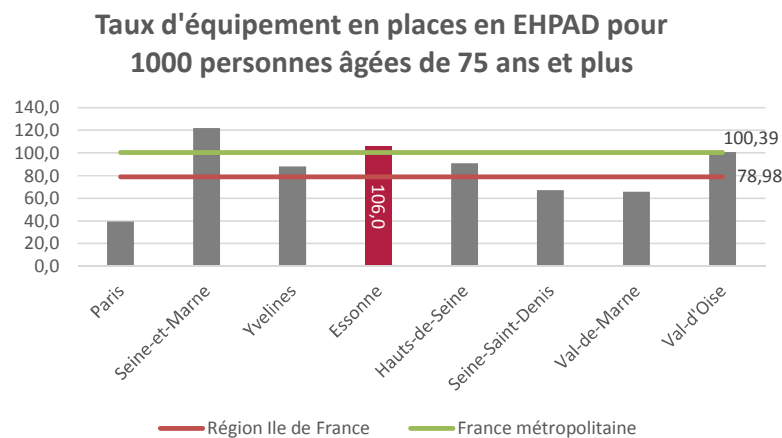
— TERRE D'AVENIRS —

II. L'Essonne – chiffres clés et grands enjeux

Les personnes âgées - établissement

L'offre en résidence autonomie est la seconde plus importante d'Ile-de-France (37 places pour 1000 habitants de plus de 75 ans).

Le nombre de places en EHPAD en Essonne est nettement **supérieur à la moyenne** régionale et à la moyenne nationale : 106 pour 1000 habitants de plus de 75 ans) .



4 896 personnes bénéficient de l'APA établissement au 31/12/2016, dont
59% sont en GIR 1-2
66% sont âgées de 85 ans et +
38% hébergées hors Essonne.

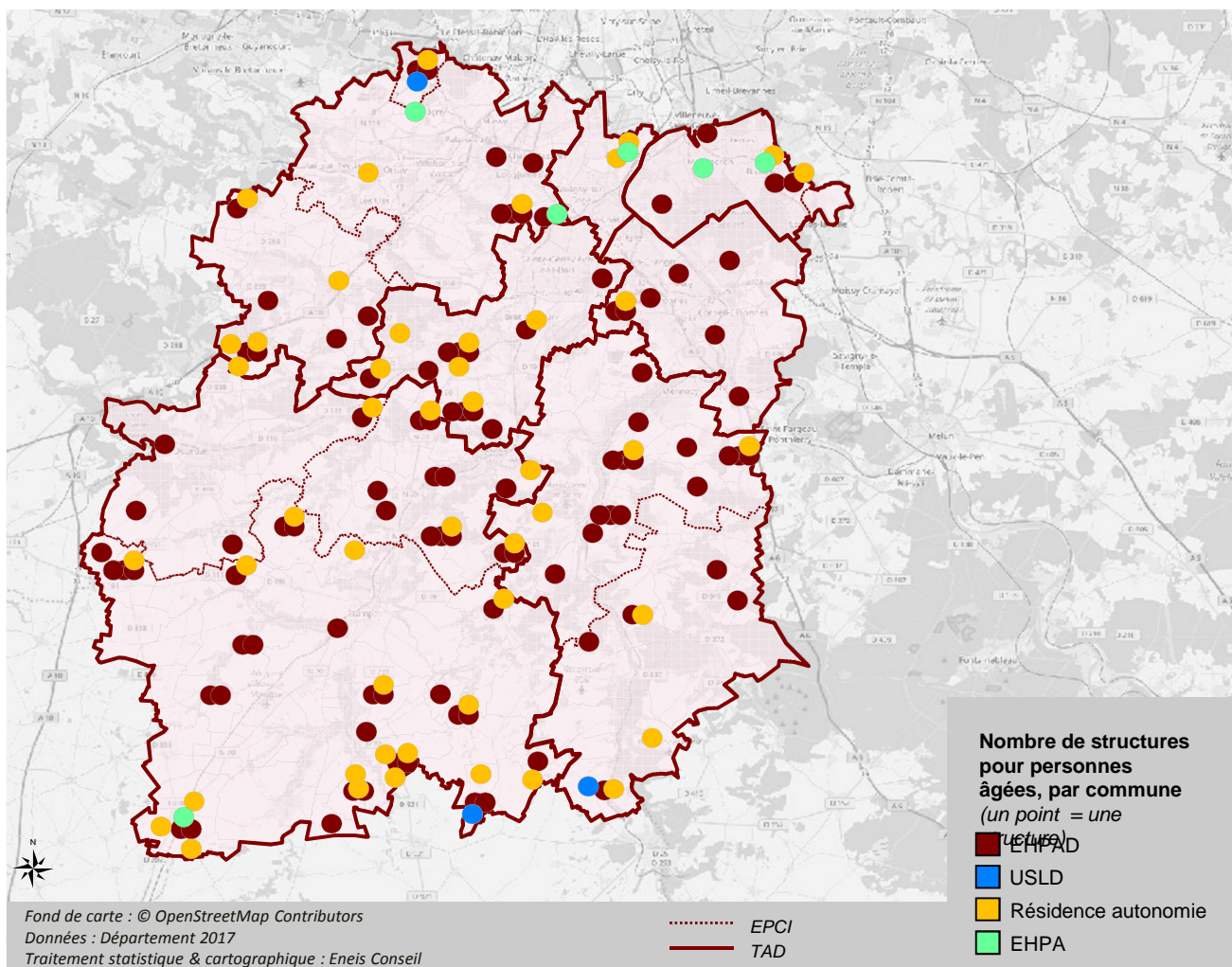


— TERRE D'AVENIRS —

II. L'Essonne – chiffres clés et grands enjeux

Les personnes âgées - établissement

Nombre de places autorisées	2012	2017
EHPAD	8 563	8 732
Acc. de jour EHPAD	66	43
Résidence autonomie	2 948	3 030

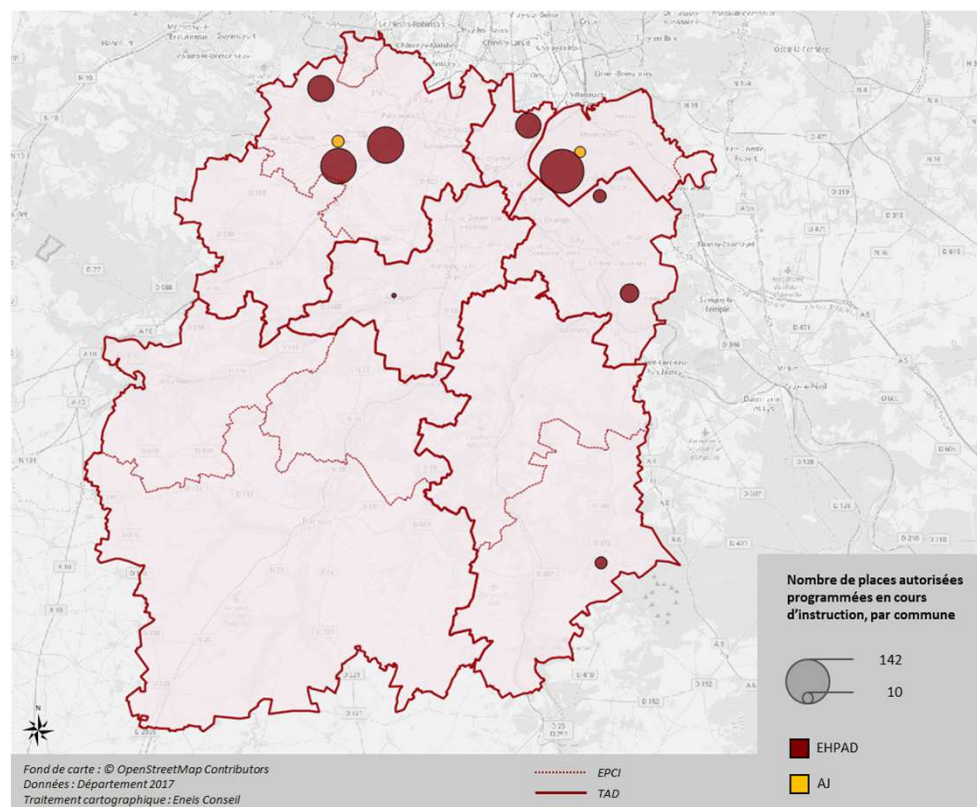


II. L'Essonne – chiffres clés et grands enjeux

Les personnes âgées – établissement

Les ouvertures à venir

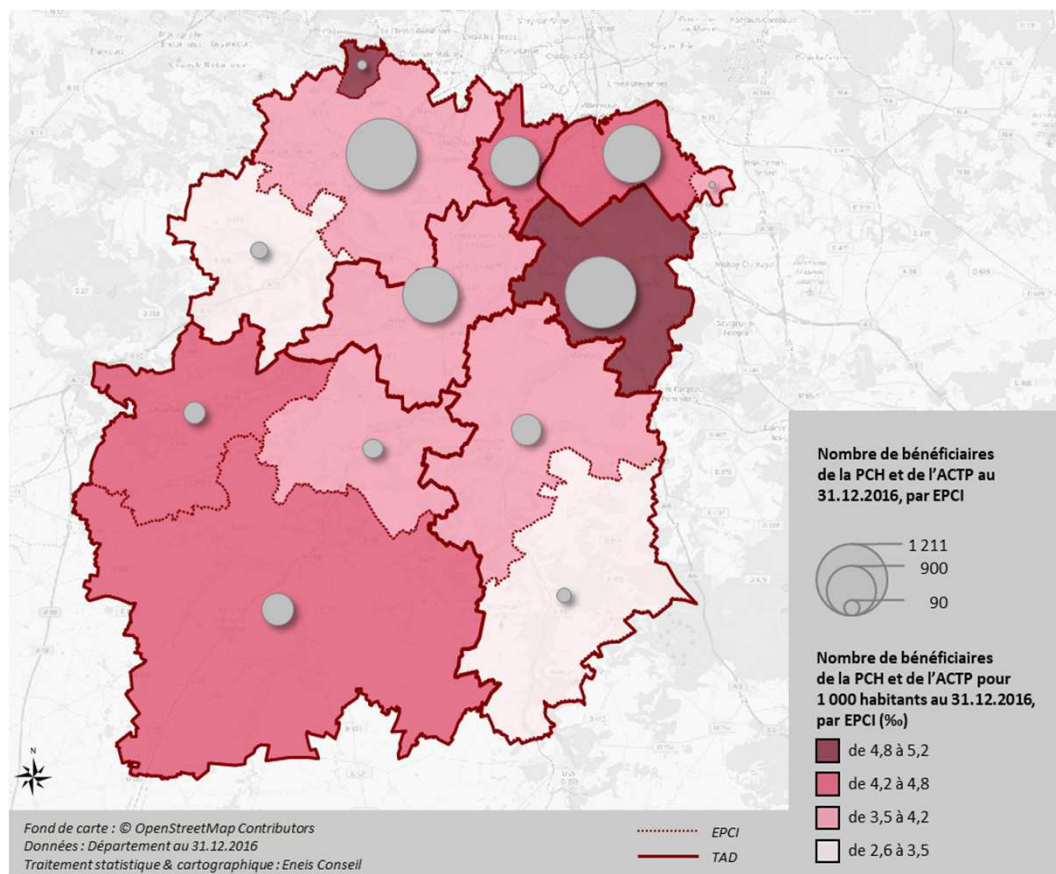
Commune	2018	2019	2020
Milly-la-Forêt	12		
Soisy-sur Seine	14		
Saclay		50	
Le Village			2
Athis-Mons		49	
Les Ulis		96	
Villebon-sur-Yvette			98
Draveil		142	
Les Ulis		12	
Draveil		10	
Saintry-sur-Seine	27		
EHPAD	53	337	100
AJ/EHPAD		22	



II. L'Essonne – chiffres clés et grands enjeux

Les personnes en situation de handicap

Le domicile



5 330 bénéficiaires de la PCH et ACTP au 31/12/2016

Un nombre d'allocataires de 3,6 pour 1000 habitants équivalent à la moyenne régionale (3,6) mais nettement inférieur à la moyenne nationale (4,6)

Les bénéficiaires sont plus représentés au nord-est et au sud-ouest du département.

II. L'Essonne – chiffres clés et grands enjeux

Les personnes en situation de handicap

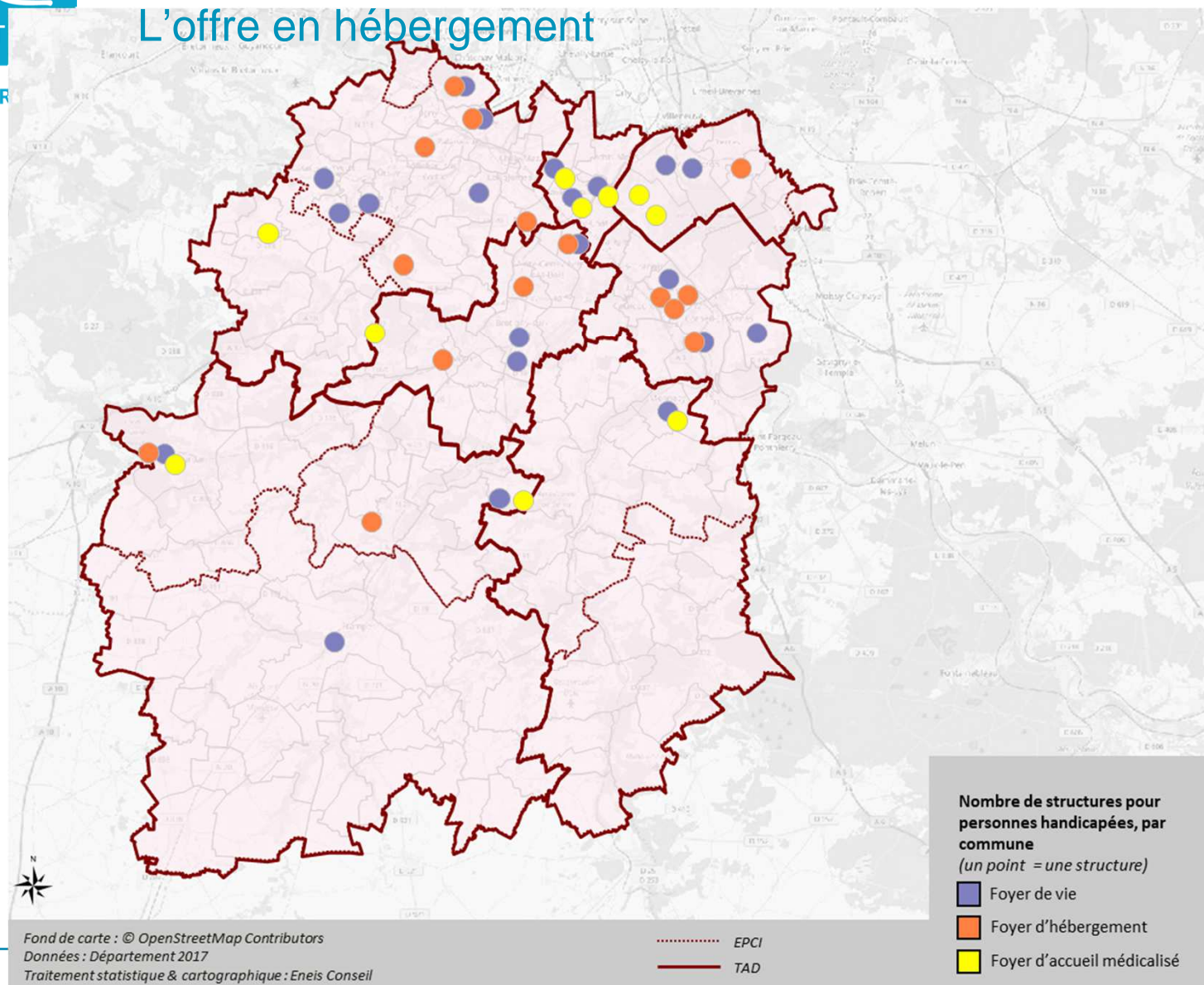
L'offre en hébergement

Nombre de places autorisées	2012	2017	Evolution
Service d'éducation spécialisé et de soins à domicile	814	854	5%
Foyer hébergement	397	434	9%
Etablissement et service d'aide par le travail	1704	1737	2%
Foyers de vie	667	691	3%
Foyer d'accueil médicalisé	281	328	14%
Maisons d'accueil spécialisées	535	679	21%

II. L'Essonne – chiffres clés et grands enjeux

Les personnes en situation de handicap

L'offre en hébergement

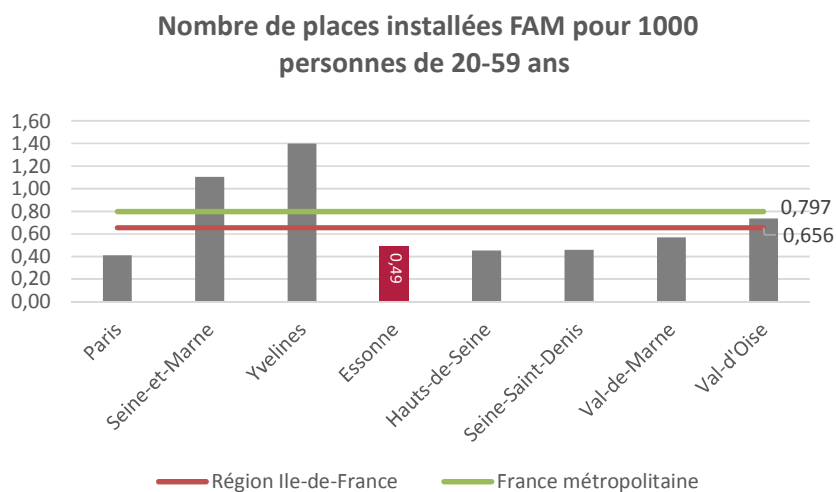


II. L'Essonne – chiffres clés et grands enjeux

Les personnes en situation de handicap

L'offre en hébergement

- Le nombre de places en foyers d'hébergement en Essonne est supérieure à la moyenne régionale, mais nettement plus faible que la moyenne nationale.
- L'Essonne comporte un nombre de places en FAM pour 1000 personnes de 20-59 ans nettement inférieur à la moyenne régionale.
- Les **personnes handicapées vieillissantes** sont un public de plus en plus représenté et particulièrement au sein des personnes hébergées dans une structure médico-sociale.
- La **moyenne d'âge** des personnes handicapées accompagnées est ainsi de **44 ans**.



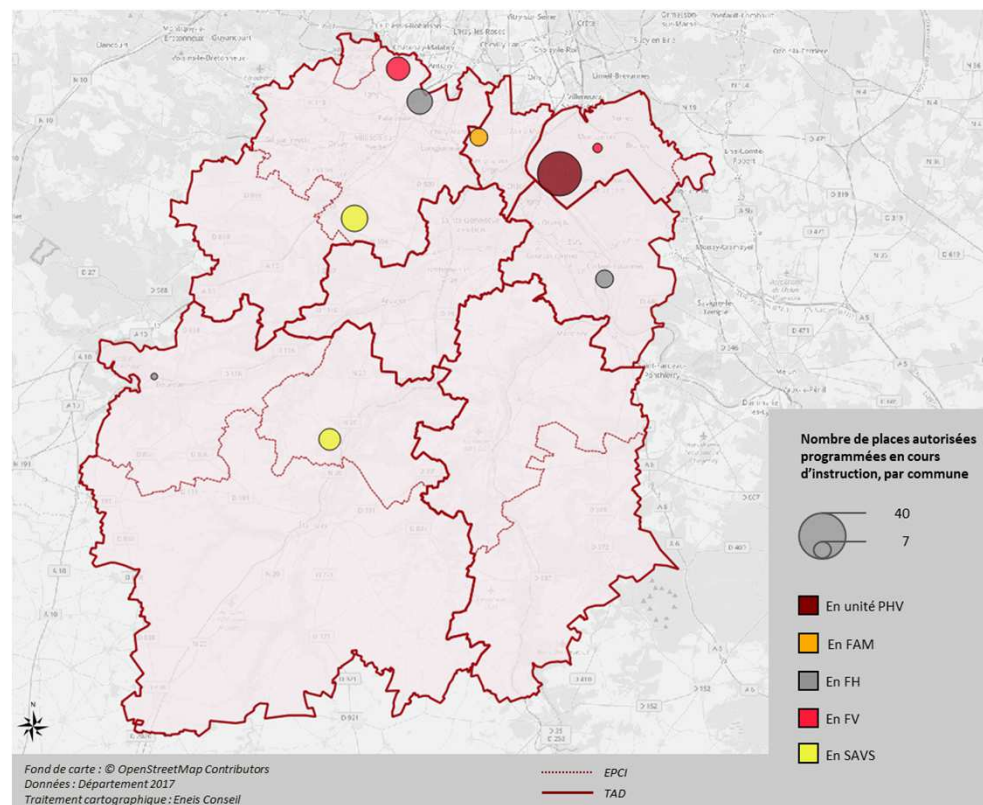
- Près de 300 personnes bénéficiant d'une orientation foyer de vie résident en Belgique.
- Le handicap psychique est surreprésenté

II. L'Essonne – chiffres clés et grands enjeux

Les personnes en situation de handicap

L'offre en hébergement – ouvertures à venir

La programmation ci-dessous intègre certaines ouvertures à l'état d'hypothèse de travail en cours de négociation avec l'ARS, non encore localisées sur la carte



	2018	2019	2020	2021	2022
FOYERS HEBERGEMENT	7	1	14		
SAVS	10		15		
FOYERS DE VIE		15	14		48
FAM	7	40	86		36
SAMSAH			16		



— TERRE D'AVENIRS —

II. L'Essonne – grands enjeux

Les besoins issus du diagnostic - méthode

Des travaux sectoriels engagés de manière anticipée en 2017 :

Diagnostic des actions de prévention

Diagnostic CLIC

Feuille de route SAAD.

Les représentants des usagers ont été invités à répondre, en ligne, à un questionnaire sur la politique de l'autonomie

5 groupes ont réuni des experts sur les thématiques propres au schéma : MDPH, département, établissements, MAIA, CLIC, CCAS, EPCI

Une concertation institutionnelle

Portail ouvert à l'ensemble des partenaires entre janvier et mars 2018.

Consultation de la commission de coordination des politiques de santé le 17 janvier 2018.

Consultation du Conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie le 25 janvier 2018.

Présentation du schéma au Conseil territorial de santé le 8 mars 2018.



— TERRE D'AVENIRS —

II. L'Essonne – grands enjeux Les besoins issus du diagnostic

1. Le choix des personnes âgées et/ou en situation de handicap

Rester autonome : faire le choix de ses activités, maîtriser son environnement, son temps

Être accompagné lorsque la situation le nécessite par le bon niveau d'acteurs

Sécuriser la situation de leurs aidants

2. Le souhait des aidants

Garantir un service pertinent et accessible à leurs proches

Faire que l'accompagnement résulte d'un choix de vie et non d'une situation subie

3. La parole des professionnels

Assurer un niveau de service, garantissant la qualité de la prise en charge et le maintien dans l'autonomie des personnes

Bénéficier d'une situation professionnelle sécurisée, juridiquement et financièrement

4. L'objectif des institutions

Garantir l'accès de tous à une offre de service de qualité

Garantir le libre choix des personnes et leur participation à la construction des services qui les concernent

Assurer une société équilibrée, favorisant l'inclusion, la mixité des espaces

Assurer le respect de la réglementation

Garantir la mise en place de dispositifs pérennes dans le temps en assurant l'équilibre financier



— TERRE D'AVENIRS —

II. L'Essonne – grands enjeux Les problématiques en Essonne

1. Une offre de services insuffisamment adaptée et accessible

1. Peu de réponse sur le champ du répit, de l'aide aux aidants, de l'accueil de jour
2. Une offre en matière de prise en charge du handicap psychique insuffisante
3. Un reste à charge problématique sur le champ des personnes âgées en EHPAD
4. Une place du domicile à renforcer en définissant précisément les besoins

2. Des démarches toujours complexes

1. Des parcours peu coordonnés
2. Une information peu lisible

3. Une place de l'utilisateur insuffisamment affirmée

1. Un accès à la vie sociale (culture, sport, transport) non opérant
 2. L'adaptation du logement encore peu mobilisée
-

III. Les orientations du nouveau schéma de l'autonomie



— TERRE D'AVENIRS —

III. 1. Dessiner un cap départemental dans un cadre national resserré

Une information et une coordination développées par l'Etat et la CNSA

Le développement de portails d'information nationaux

Le développement de guichets pour la coordination des professionnels

Un accent porté sur la prévention

Un déploiement de la conférence des financeurs dans les départements

Un financement renforcé des aides techniques à la personne

Une pérennité des financements en question

L'ambiguïté du « *virage inclusif* »

La volonté de favoriser l'appui à domicile (plateforme , services de coordination...)

Une aide renforcée aux aidants (aide au répit, aide à l'hospitalisation)

L'impasse du tout domicile pour certains publics



— TERRE D'AVENIRS —

III.1 Dessiner un cap départemental dans un cadre national resserré

Un financement toujours plus encadré des structures

Seraphin : vers une standardisation des financements sur le champ du handicap

La réforme de la tarification des EHPAD : un forfait identique sur la dépendance

Vers une augmentation de la participation des usagers et des départements?

Une réglementation en faveur du secteur privé lucratif

Un risque de transfert de charges vers le financement départemental

Un coût pour l'utilisateur qui ne trouve pas toujours sa solution dans la seule aide sociale (non recours), une couverture du risque dépendance qui reste partielle (ticket modérateur)

Un enjeu de restructuration du secteur de l'aide à domicile

Une réponse accompagnée qui ne traite pas la question de l'insuffisance des places en établissement médicalisé



III. 1. Dessiner un cap départemental dans un tissu partenarial complexe

Des acteurs multiples

Un niveau communal confronté à une raréfaction de ses moyens

Département	Autorisation, contrôle et financement des services et établissements pour adultes Evaluation, attribution et financement des prestations adultes : APA, aide sociale Attribution et financement des prestations (PCH, ACTP, aide sociale) Mise en accessibilité de son patrimoine Culture, sport...
MDPHE	Evaluation et élaboration des plans personnalisés de compensation
ARS	Autorisation, contrôle et financement des services et établissements (Enfants, adolescents, adultes)
Organismes de Sécurité sociale	Financement de l'allocation de l'enfant handicapé et de l'allocation de l'adulte handicapé Financement des retraites et pensions Financement d'actions de prévention de la perte d'autonomie Action sociale à destination des personnes âgées
Services de l'Etat	Autorisation et contrôle des structures sportives et de loisirs et de vacances adaptées et des résidences accueil Contrôle de l'accessibilité des espaces publics Culture, sport...
Education nationale	Scolarisation des élèves en milieu ordinaire Enseignement en milieu spécialisé
Région	Apprentissage et formation professionnelle Lycées Transport (STIF) Développement économique Culture, sport...
Commune EPCI	Petite enfance et accueils de loisirs Services à la population : information, portage de repas, actions de prévention Habitat / logement : programmation de logements adaptés (PLH) Voierie et espaces publics Culture, sport...



— TERRE D'AVENIRS —

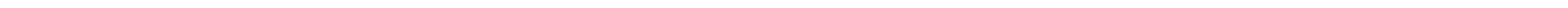
EN CONSEQUENCE :

Des marges de manœuvre départementales fortement encadrées

Une marge d'initiative absorbée par la mise en œuvre de la nouvelle réglementation

La maîtrise des coûts en EHPAD : un levier qui s'épuise

Des créations de places en compétence partagée subordonnées aux décisions de l'ARS





— TERRE D'AVENIRS —

III. 2. Les actions engagées en anticipation du présent schéma

Le déploiement d'une feuille de route sur le champ de l'aide à domicile

Le renforcement de l'offre à destination des personnes handicapées

Mise en place d'un groupe de travail partenarial et lancement d'un marché d'audit
Renégociation de la convention de modernisation du secteur
Réévaluation du tarif de référence départemental
Révision des plans d'aide suite à parution de la loi d'adaptation de la société au vieillissement

Appel à projet structure expérimentale : FAM hors les murs (2018)
Appel à projet visant à développer les passerelles (2018) entre publics ASE et public en situation de handicap
Réflexion en cours sur dispositifs mixtes foyers de vie / FAM
Diagnostic en cours sur le vieillissement en établissement
Début du déploiement de la réponse accompagnée pour tous



— TERRE D'AVENIRS —

III. 2. Les actions engagées en anticipation du présent schéma

Une démarche en cours de refonte des outils pour simplifier les parcours

La consolidation des services d'appui et de coordination

Le renforcement de l'accessibilité

Déploiement du guichet intégré des MAIA
Lancement d'un travail départemental sur la modernisation de la relation à l'usager
Réduction des délais de traitement des dossiers en MDPH
Mise en place du CESU

Mise en place de la conférence des financeurs
Couverture complète par le dispositif MAIA (2017)
Déploiement d'une MAIA autisme (2017)
Diagnostic pour une nouvelle organisation des CLIC (2017)
4 conventions avec les SPASAD

Définition concertée de l'agenda d'accessibilité programmé 2015-2024 des bâtiments départementaux



— TERRE D'AVENIRS —

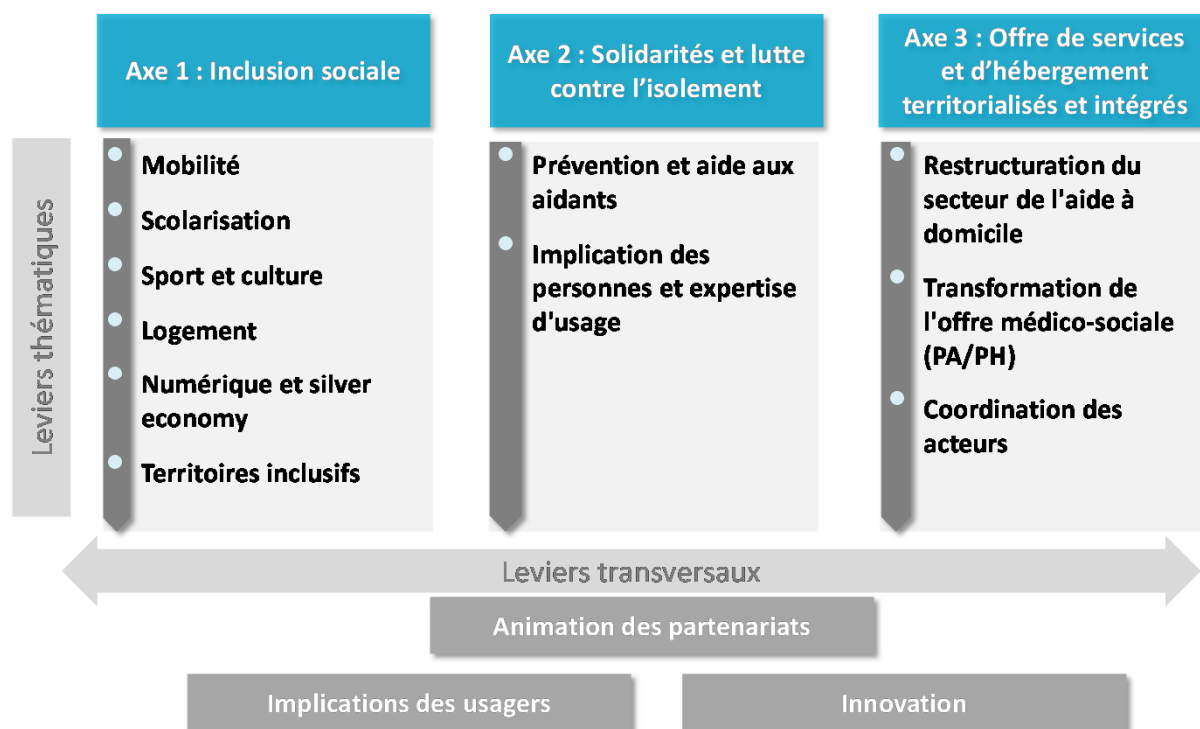
III.3. Le nouveau schéma

Evolutif et adaptable : les besoins nouveaux et nouvelles réglementations pourront être intégrés au fil de l'eau dans le respect des grands axes définis ci-après

Partenarial : chaque action fera l'objet d'un travail en concertation avec les acteurs institutionnels concernés et les partenaires de terrain. Le département est animateur coordonnateur.

Opérationnel : un schéma qui valorise des actions susceptibles d'être financées et mises en œuvre à court terme

III.3. Le nouveau schéma – principaux axes



Les slides ci-après retranscrivent les différents objectifs du schéma

Axe 1 : Inclusion sociale (1/3)

Actions déjà
programmées

Actions nouvelles

Portage / co-portage avec les partenaires

Assurer la mobilité
de tous les
essonniens



- ▶ Soutenir la mise en place d'actions innovantes en matière de mobilité
- ▶ Engager une **réflexion coordonnée sur le renforcement des mobilités des PH**
- ▶ **Réaliser un diagnostic sur le transport scolaire**

Favoriser la
scolarisation des
enfants en
situation de
handicap



- ▶ Volet Département : **mise en accessibilité des collèges et accueil d'ULIS**
- ▶ Education nationale : **Favoriser l'inclusion des enfants en situation de handicap dans le milieu scolaire ordinaire** : amélioration du maillage ULIS ; **développement des UE** en primaire, collège, lycée ; **construction de parcours professionnel** pour les élèves
- ▶ Volet ARS : développer l'**offre d'inclusion scolaire** (SESSAD pour accompagner les élèves notamment en ULIS/UE, Institut médico-éducatif hors les murs et assurer la mise en œuvre du **plan autisme**)

Axe 1 : Inclusion sociale (2/3)

Promouvoir une
offre culturelle et
sportive adaptée



- ▶ **Soutenir les collectivités et associations dans leurs initiatives culturelles ou sportives** à destination des personnes âgées/en situation de handicap (Contrats culturels de Territoires , l'Aide à l'Investissement Culturel et l'Aide aux Opérateurs Culturels ou sportifs)
- ▶ **Valoriser le sport comme levier d'intégration et de prévention**
- ▶ **Soutenir des personnalités sportives** de haut niveau en vue des JO 2024
- ▶ **Construction d'un réseau culture/handicap/droits culturels** essonnien,
- ▶ **Former les personnes travaillant auprès des personnes âgées et handicapées dans le montage de projets** culturels et artistiques

Faciliter l'accès à
un logement
adapté



- ▶ **Accroître l'offre de logement adapté** : favoriser l'adaptation des logements en communiquant sur les dispositifs existants
- ▶ **Développer les aides techniques** par le biais de la conférence des financeurs
- ▶ **Lancer un appel à projets visant au développement de logements** abordables, innovants et adaptés
- ▶ **Faciliter l'accès à l'offre de logement adapté** : sensibiliser et renforcer la coordination des acteurs pour favoriser le rapprochement offre/demande et fluidifier les parcours résidentiels



— TERRE D'AVENIRS —

Axe 1 : Inclusion sociale (3/3)

Faire du département un acteur d'impulsion et de mise en réseau autour du numérique

- ▶ Favoriser l'**aménagement numérique des territoires ruraux** essonniers
- ▶ **Améliorer l'accès au numérique** comme moyen de lutte contre l'isolement et lutter contre la fracture numérique
- ▶ **Accroître la connaissance des innovations techniques** pour anticiper les évolutions à venir (robotique, etc.) et impulser une dynamique de partenariat autour de l'innovation (silver economy...)

Assurer le développement de territoires inclusifs



- ▶ **Valoriser les initiatives des acteurs départementaux** (prix du département...)
- ▶ **Organiser tous les 2 ans un événement fédérateur des actions du territoire** sur une thématique spécifique (reconversion de Main dans la Main)
- ▶ **Faciliter le partage des bonnes pratiques** départementales (réseau)
- ▶ **Encourager les actions de communication et de sensibilisation** visant à rendre la société plus inclusive

Assurer un accès équitable à l'offre d'EHPAD pour les plus précaires

- ▶ **Rééquilibrer l'offre de places habilitées** à l'aide sociale en EHPAD



— TERRE D'AVENIRS —

Axe 2 : Solidarités et lutte contre l'isolement (1/2)

Promouvoir la
prévention et
l'aide aux aidants



- ▶ **Renforcer le repérage des situations de vulnérabilité** pour une prévention la plus précoce possible
- ▶ **Développer un accompagnement à la parentalité** adapté aux besoins de l'enfant en situation de handicap notamment
- ▶ **Soutenir, écouter et accompagner les aidants** familiaux
- ▶ **Réaliser un diagnostic de territoire afin d'identifier les besoins** des aidants
- ▶ **Identifier les bonnes pratiques permettant d'améliorer l'accès aux accueils de jour** (solutions de transport, accueil de jour itinérant...)
- ▶ **S'appuyer sur les réseaux de services d'aide à domicile**
- ▶ **Améliorer le recours aux solutions de répit** à domicile d'une part, et en structure d'accueil d'autre part
- ▶ **Ouvrir la Conférence des financeurs** de la prévention de la perte d'autonomie aux publics en situation de handicap
- ▶ **Développer la co-construction de projets de prévention** par le biais de la Conférence des Financeurs



— TERRE D'AVENIRS —

Axe 2 : Solidarités et lutte contre l'isolement (2/2)



Impliquer
davantage les
personnes et
mobiliser
l'expertise
d'usage

- ▶ **Développer l'expertise d'usage et la co-construction** avec la personne accompagnée (groupe d'usagers...)
- ▶ **Moderniser et simplifier la relation à l'utilisateur** en révisant les pratiques et le suivi des parcours (SI Solidarités)
- ▶ **Faciliter l'accompagnement par les pairs**, à travers la pair aidance, pour faciliter / simplifier le parcours des usagers
- ▶ **Faire du CDCA un lieu de réflexion sur l'évolution des politiques publiques** et le suivi du schéma

Axe 3 : Offre de services et d'hébergement territorialisés et intégrés (1/2)

Transformer
l'offre médico-
sociale (PA/PH)



Services inclusifs :

- **Développer les structures Plateforme** : ESMS hors les murs
- **Redéfinir les missions des services d'éducation spéciale et de soins à domicile / Service d'accompagnement à la vie sociale / Service d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés**
- **Intégration de ces services à domicile au sein de plateformes intégrées**
- **Renforcer l'offre des services d'éducation spéciale et de soins à domicile / Centres médico-psychologiques / Service d'accompagnement à la vie sociale / Service d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés** le cas échéant par redéploiement de l'offre d'hébergement permanent

Parcours domicile-établissements :

- **Promouvoir l'accueil de jour**, familial, séquentiel, l'hébergement temporaire
- **Accompagner une évolution de l'offre en Résidences Autonomie** pour mieux correspondre à l'état de la demande (prestations, publics, maillage territorial)

Hébergement permanent et prise en charge des situations complexes :

- **Développer les logiques de parcours en favorisant le développement de l'autonomie** des personnes : identification de dispositifs passerelles (ex. entre le secteur du handicap et le secteur de l'ASE)
- **Revoir les modalités de partenariat avec les structures belges**
- **Rééquilibrer l'offre d'hébergement** (non médicalisée et médicalisée) dans le secteur du handicap en priorité sur l'autisme et le handicap psychique

Axe 3 : Offre de services et d'hébergement territorialisés et intégrés (2/2)

Restructurer du secteur de l'aide à domicile



- ▶ **Redéfinir le mode d'intervention des SAAD** en ciblant les contraintes d'intervention et actions de montée en qualité devant donner lieu à l'engagement d'un CPOM
- ▶ **Développer une plate-forme de modernisation et professionnalisation** du secteur
- ▶ **Poursuivre le développement de la dématérialisation** dans le cadre de la télégestion
- ▶ Engager une démarche d'audit/accompagnement

Renforcer la coordination des acteurs



- ▶ **Assurer un maillage de tout le territoire par des CLIC** exerçant des missions de niveau III (orientation, accompagnement, évaluation...)
- ▶ **Renforcer la coordination partenariale** (Méthodes d'action pour l'intégration des services, dites MAIA, Centres locaux d'information et de coordination, Centres communaux et intercommunaux d'action sociale, Maison des solidarités...) par l'élaboration de protocoles d'intervention
- ▶ **Impliquer les institutions dans l'animation territoriale** pour faciliter la mobilisation des acteurs autour des situations individuelles

IV. Concertation et communication



— TERRE D'AVENIRS —

Communication du schéma

1. Présentation générale aux acteurs du territoire afin d'identifier les bons acteurs à associer dans le cadre de la mise en œuvre des actions du schéma

élus, CCAS, fédérations, associations gestionnaires, MAIA, CLIC, membres de la conférence du financeur, de la COMEX, du CDCA, associations partenaires

Présentation au Génopôle avant l'été



— TERRE D'AVENIRS —

Communication du schéma

2. Une communication ciblée pour adapter le schéma

Aux territoires :

EPCI avec possibilité d'intervention en conseil
communautaire
CCAS

Aux professionnels :

SAAD
Fédérations et grandes associations
